

# «Les grandes affaires judiciaires du XX<sup>e</sup> siècle»

de Yves-Frédéric Jaffré

**M**e Yves-Frédéric Jaffré qui a plaidé dans les plus grandes affaires depuis la Libération (1) n'est pas seulement un grand avocat, il est aussi un historien de la justice contemporaine, et son ouvrage, *Les Tribunaux d'exception* (1940-1962), est un classique.

Nul n'était donc plus qualifié pour écrire un ouvrage sur Les grandes affaires judiciaires du XX<sup>e</sup> siècle (2).

Brillamment préfacé par Jean-François Chiappe, c'est une véritable histoire du XX<sup>e</sup> siècle que découvre le lecteur au fil des 450 pages instructives et divertissantes.

## Les anarchistes, les espions, les régicides,...

Dans une première partie principalement consacrée aux années d'avant-guerre, les criminels sont classés par catégories. Il y a

Yves-Frédéric Jaffré

## Les grandes affaires judiciaires du XX<sup>e</sup> siècle

préface de Jean-François Chiappe

ÉDITIONS DE PARIS

les anarchistes, les espions, les régicides, les pervers, les fous, etc. Un clair résumé de chaque procès permet à tout un chacun d'en saisir l'essentiel avec ici et là le rappel du comportement anecdotique de tel ou tel criminel.

Ainsi, à propos du procès Landru nous est-il rapporté le dernier trait d'humour du condamné qui n'en avait pas été avare au cours des débats. Le matin de son exécution, le procureur lui ayant demandé s'il avait une déclaration à faire s'attira cette cinglante réponse :

*«Je ne comprends pas que la loi permette une pareille question, je la considère comme injurieuse pour un innocent».*

Dans la seconde partie, ce sont les grands procès politiques de 1945 à nos jours que l'auteur évoque avec toute l'objectivité souhaitable.

En ce qui concerne ceux de la seconde guerre mondiale c'est le procès du Maréchal Pétain qui retiendra notre attention.

Maître Jaffré rappelle des faits et des vérités bien oubliés aujourd'hui. Notamment que l'armistice ne constituait pas l'un des chefs de l'accusation contrairement à ce que souhaitait le général De Gaulle qui dans ses «Mémoires de guerre» a déploré que la Haute Cour, les milieux parlementaires et les journaux se soient abstenus dans une large mesure de stigmatiser l'armistice.

Aussi, que pour M. Jeanneney qui présidait l'Assemblée Nationale le 10 juillet 1940, le vote de la loi déléguant les pleins pouvoirs au Maréchal n'était pas contraire à la lettre de la loi constitutionnelle.

Puis, qu'avec le duel Weygand-Reynaud, la déposition de Pierre Laval fut un des grands moments de ce procès.

L'ancien chef du gouvernement s'appuya, pour justifier sa politique sur la nécessité de continuer à faire vivre les Français, ce qui contraignait, pour assurer une vie minimum, de négocier avec l'Allemagne.

Et l'auteur de conclure: «Là était le gouffre qui séparait Pétain de De Gaulle l'un (De Gaulle) pour sauver l'âme de la France abandonnait 40 millions de Français aux mains de l'envahisseur, l'autre (Pétain) voulait que 40 millions de Français puissent continuer à vivre».

Viennent ensuite les procès de l'OAS et pour terminer la répression en France des crimes contre l'humanité avec les procès Barbie, Touvier et Papon.

À propos de ce dernier, M<sup>e</sup> Jaffré observe qu'à la cour d'assises de Bordeaux le plus âgé des jurés avait 7 ans à l'époque des faits et que ni les trois magistrats professionnels ni les jurés n'avaient vécu l'occupation allemande.

## Pour l'honneur de l'Administration

Il relève, par ailleurs, que l'arrêt condamnant Maurice Papon rejeta, pour l'honneur de l'administration française, la complicité d'assassinat écartant ainsi toute connaissance pour la France de l'époque de l'extermination des juifs par les nazis.

C'est, en définitive, 91 grands procès qui sont évoqués dans cet ouvrage bien utile pour une meilleure connaissance du siècle qui vient de s'achever et, redisons-le, dont l'intérêt ne se dément pas un seul instant.

Pierre Chandelier

(1) Il fut notamment, l'avocat de Pierre Laval.

(2) Editions de Paris.

## «Jeune homme, vous ne savez pas de quoi vous parlez»

de Georges-Marc Benamou

**C**e qui frappe le plus dans le livre de Georges-Marc Benamou (1), c'est — à partir d'un manichéisme bien trempé — une volonté de nous conduire sur des chemins où une certaine histoire officielle est reconnue par les siens comme reflétant des vérités incontestables. À partir de là, l'auteur paraît douloureusement surpris lorsque Mitterrand, parlant de l'impact réel de l'appel du 18 juin, de certaines révélations sur Jean Moulin, à propos de Papon ou de Bousquet, ou encore de l'influence réelle du général De Gaulle à Londres, tempère ses certitudes de néophyte bien pensant. Eh oui, il y avait des Juifs à Vichy ; oui, trois mois avant le débarquement, des foules énormes acclamaient encore Pétain ; non, il n'y avait que 177 Français (et encore sous uniforme anglais) lors du débarquement. Non, vous ne pouvez imaginer le prestige et la prestance du Maréchal. Oui, c'est vrai, j'ai servi le gouvernement français de l'époque, mais sans être fonctionnaire et à

un titre beaucoup moins important que celui de Couve de Murville, Michel Debré, ou Chaban-Delmas.

Mais le modeste confident dans l'ombre du monarque ne veut entendre que ce qui conforte les vérités de son camp. Benamou a alors des accents de patriote offusqué. Qu'il nous permette de lui dire sans animosité particulière que son patriotisme ressemble davantage à un patriotisme juif qu'à un patriotisme typiquement français. Oui, c'est bien cela. Il ne veut admettre que ce qui conforte sa vision juive de la guerre et des années d'occupation. Certes, ce n'est pas un crime d'être patriote, mais ce n'est pas dans les textes patriotiques qu'il faut rechercher l'objectivité, et même parfois la vérité. Benamou voudrait bien écrire l'Histoire, mais il ne sait parler que de Mémoire, et ce n'est pas tout à fait pareil. Il n'a jamais rien su ni voulu savoir sur les quarante millions de Français de l'époque qui, eux aussi, lut-

## «Histoire de la collaboration»

de Dominique Venner

C'est presque une gageure que de vouloir traiter de façon exhaustive et sans passion un sujet comme celui de la collaboration. Tel est cependant le défi relevé par Dominique Venner en écrivant ce livre.

De la façon la plus judicieuse, c'est dans une certaine «longue durée» que l'auteur place cette étude des années d'occupation et de la collaboration. Il remonte ainsi non seulement au désastre français de 1940 mais au-delà : aux hécatombes de la première guerre mondiale et au «mauvais traité» y mettant fin.

Officiellement vainqueurs en 1918, mais avec l'aide de combien d'alliés, la France sort «exsangue» de quatre années de carnage insensé : près d'un million et demi de morts, une coupe sombre dans la partie mâle active de la population. En résultera un effroyable déficit de naissances. Mais, plus grave encore, cet «holocauste» apparaît bien avoir tué l'énergie de tout un peuple et jusqu'à sa conscience «d'être et de durer» (Céline, le médecin Destouches, parle dans son langage fleuri «d'anéantissement du cheptel» sic).

### Le «diktat» de Versailles

Effectivement les années 1920-1940 sont en France un temps de frilosité «petite bourgeoisie». La production économique stagne,

taient pour survivre. Visiblement, cela ne l'intéresse pas.

Finalement, le titre est plus révélateur qu'il ne le croit : «Jeune homme, vous ne savez pas de quoi vous parlez» et c'est à l'ensemble de la classe médiatique que cette affirmation pourrait s'adresser. Mitterrand, malgré tout ce qu'on puisse lui reprocher, avait gardé de cette époque une vision des choses beaucoup plus objective que tous les films actuels, que toutes les chaînes de T.V., les radios et la grande presse voudraient bien nous faire avaler aujourd'hui. Pour toutes ces affirmations dissonantes, merci Monsieur Mitterrand. Merci aussi pour les choses que vous avez refusé de dire. Même si nous n'avons pas voté pour vous, nous ferons, à l'occasion, une petite prière pour votre salut.

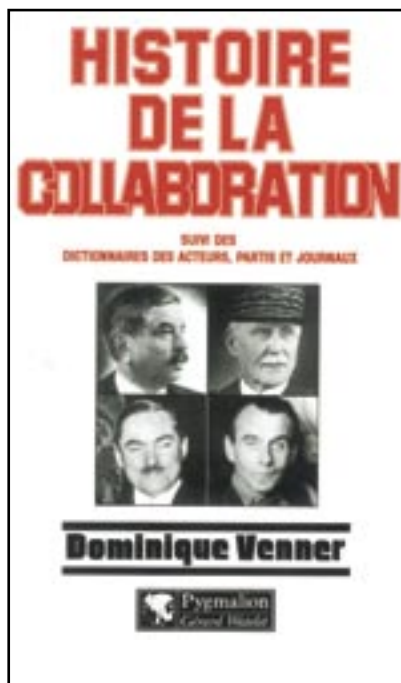
**Léon Arnoux**

(1) «Jeune homme, vous ne savez pas de quoi vous parlez», Plon éditeur, 281 pages, 125 F.

même la doctrine militaire est de «repli», à l'abri d'une ligne Maginot, d'ailleurs inachevée.

Et cette France affaiblie se montre à l'extérieur «craintive et agressive», agressive parce que craintive. A l'Allemagne elle-même ruinée, affamée mais restée potentiellement puissante, est imposé non un traité, mais un «diktat» aussi inique qu'insensé. De la révolte inéducable des Allemands sortira la deuxième guerre mondiale.

En France cependant prédomine une haine inconditionnelle de la guerre «à mettre hors



la loi». A gauche surtout règne la hantise de la répétition des hécatombe. Seuls les communistes, servilement aux ordres de Staline soucieux de détourner les coups de la Wehrmacht vers la France et les groupes d'influence divers plus attachés à leur idéologie qu'au bien réel du peuple français, poussent à la guerre.

S'ensuivent les dissidences d'hommes comme Bergery au parti radical, Doriot et son PPF au parti communiste, Déat à a SFIO. Pendant ce temps, hormis en Scandinavie, en Grande-Bretagne et en France, s'établissent des régimes d'autorité, visant à rénover l'économie mise au service du bien commun, à exalter le courage, la jeunesse, l'esprit de sacrifice, un homme nouveau en somme. C'est le «fascisme». Dans les années 30 sa

séduction est grande sur des hommes comme Déat, Doriot, mais aussi Drieu, Brasillach ou Pucheu, comme moyen de sortir de «l'abjection française» (Maulnier).

### Force est de dialoguer

Déclarée illégalement sur l'ordre de l'Angleterre, mal pensée et préparée en «60 jours», la guerre est perdue. Le désastre si soudain, si complet, surprend les Allemands eux-mêmes. Dans cette «Apocalypse» pour les Français, le vainqueur de Verdun est l'ultime recours. Par un Armistice «inespéré», comme l'aurait reconnu en privé le général de Gaulle lui-même, sont conservés en territoire libre la souveraineté de l'Etat, la flotte, l'Empire. Mais cela face à un ennemi impitoyable est d'une fragilité extrême.

Le Maréchal entend cependant avant tout garder la France dans la paix pour panser ses plaies et adoucir les conditions d'armistice et pour cela force lui est de dialoguer avec les Allemands. Dans cet esprit, il accepte l'entrevue de Montoire en octobre 1940 et le principe d'une collaboration, précaution pour le cas d'une victoire allemande définitive, mais sans aucune possibilité de collaboration militaire.

L'on voit combien est mensongère et criminelle la qualification de collaborateurs appliquée à des hommes comme Maurras et Weygand dont, leur vie durant, la raison d'être fut l'hostilité aux Allemands. Le mot de collaboration sera pris cependant comme un engagement extrême par un certain nombre de gens, en très forte majorité venus de la gauche : pour certains d'entre eux la Révolution Nationale du Maréchal est une trahison du véritable renouveau auquel ils aspirent. Devenus «européens par dépassement du national», certains iront jusqu'à «mourir à Berlin» en derniers défenseurs de la chancellerie.

Simultanément se développa en France, sous l'impulsion notamment des communistes, une atroce guerre civile qui, relayée par les horreurs de la «Libération» et les événements de 1962, dure encore. C'est par la remarque de la coïncidences de cette lutte fratricide avec le déclin de la France que l'auteur conclut cette «somme», prodige d'érudition, d'intelligence et d'impartialité. Ces qualités et l'importance primordiale du sujet imposent absolument la lecture de l'ouvrage.

**Antoine Perinet**

[Cette note de lecture rédigée par notre ami Antoine Perinet est reprise de «La lettre de CLÉ (Association Catholiques pour les Libertés Economiques, 5 rue Dufrenoy, 75116 Paris) parue le 15 janvier 2001 sous le n° 83]

(1) «Histoire de la collaboration», Ed. Pygmalion, 760 pages, 189 F.